

## **Pièce P-56**

Lettre en date du 19 avril 2011 de M<sup>e</sup> Michel Maurice



cc: J. Drouin  
D. Fontaine  
D. Lafond  
Pour info  
M. Rocher

Québec, le 19 avril 2011

Madame Marie-Ève Ringuette  
Directrice de l'administration et des  
finances  
Parti libéral du Québec  
7240, rue Waverly  
Montréal (Québec) H2R 2Y8

Monsieur Karl Blackburn  
Directeur général  
Parti libéral du Québec  
7240, rue Waverly  
Montréal (Québec) H2R 2Y8

Monsieur Alain Paquin  
Représentant officiel  
Parti libéral du Québec  
7240, rue Waverly  
Montréal (Québec) H2R 2Y8

M<sup>re</sup> André Ryan  
Président de la commission juridique  
Parti libéral du Québec  
1100, boul. René-Lévesque Ouest, 25<sup>e</sup>  
étage  
Montréal (Québec) H3B 5C9

**Objet : Parti libéral du Québec / Financement**  
**Contributions excédentaires - Altération de reçus de contribution**

---

Madame,  
Messieurs,

Ces derniers mois, le Directeur général des élections a procédé à des vérifications de rapports financiers d'instances du Parti libéral du Québec dans certaines circonscriptions électorales.

Au cours de ces vérifications, nous avons constaté un *modus operandi* au sein de la permanence du parti visant à régulariser des contributions excédentaires, en transférant les montants concernés au conjoint d'un donateur, par simple écriture comptable, sans qu'une nouvelle transaction monétaire ne soit nécessaire.

On comprend ainsi que le montant de la contribution excédentaire n'est pas retourné au donateur, qu'elle est encaissée par le parti et que le nom du donateur apparaissant sur un nouveau reçu de contribution, partiellement complété ou sur le reçu déjà émis au nom du donateur mais corrigé manuellement, ainsi qu'au rapport financier du parti est celui du conjoint du donateur.

Malgré les affirmations du parti à l'effet que cette procédure est appliquée avec le consentement du donateur, obtenu de façon verbale, ce qui n'a pu d'ailleurs être confirmé auprès de certains donateurs, le Directeur général des élections ne peut accepter cette façon de procéder.

À notre avis, ce *modus operandi* contrevient aux dispositions de la *Loi électorale* qui encadrent le versement des contributions politiques.


L'article 100 de la *Loi électorale* est clair. Toute contribution ou partie de contribution faite contrairement à la Loi aurait dû être remise au Directeur général des élections.

Nous sommes conscients que, de toute manière, le nouveau cadre de versement des contributions politiques qui entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 2011 ne permet pas lui non plus la poursuite d'une telle pratique.

Toutefois, nous tenions à vous informer formellement de notre position en la matière.

Veuillez agréer, Madame, Messieurs, nos salutations distinguées.

Le directeur des affaires juridiques,



Michel Maurice  
Avocat

MM/c